



**PRÉFET  
DES LANDES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques  
Cité Galliane  
9 avenue Antoine Dufau  
40012 MONT-DE-MARSAN

Mont-de-Marsan, le 27 octobre 2025

Références : DREAL/2025D/8573  
Code AIOT : 0005201975

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21 février 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **PACCOR FRANCE SAS**

Avenue de Cramat  
40140 SOUSTONS

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 février 2025 de l'établissement exploité par la société PACCOR FRANCE SAS et implanté avenue de Cramat sur la commune de Soustons. L'inspection a été annoncée le 10 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

PACCOR FRANCE SAS  
Avenue de Cramat - 40140 SOUSTONS  
Code AIOT : 0005201975  
Régime : Autorisation  
Statut Seveso : Non Seveso  
IED : Non

La société PACCOR France, implantée sur les sites de Soustons et d'Auneau, fait partie du groupe danois FAERCH, tout comme la société FAERCH France qui possède les sites de Lorient et d'Annecy.

Depuis sa création en 1988, le site est spécialisé dans la fabrication par extrusion et thermoformage d'emballages rigides plastiques à usage alimentaire. En 2023, elle a produit environ 7 500 tonnes de thermoformés à partir de PET et de PP (le PS a été arrêté pour des problèmes de recyclabilité).

Elle compte parmi ses clients les sociétés Danone, Blédina, Nestlé, KFC ou encore Lactalis. Le site de Soustons emploie 120 personnes et génère un chiffre d'affaires d'environ 32 millions d'euros.

Les horaires de travail se répartissent du lundi (5h00) au samedi (5h00), en 3 x 8 heures.

L'établissement dispose notamment des certifications ISO 9001 et BRC A+ (emballages alimentaires).

Le site dispose de :

- 2 lignes d'extrusion de PET pour fabriquer des feuilles,
- 2 lignes in line en continu d'extrusion et de thermoformage de PP,
- 7 (+ 1 inutilisée) machines de thermoformage de PET,
- 1 machine de sleeveage,
- 4 machines d'impression offset,
- 2 unités de décontamination des matières plastiques recyclées avant extrusion (agrément EFSA).

De nombreuses modifications des ateliers ont eu lieu depuis plusieurs années, notamment des changements de machines. L'appareil de production est ainsi passé de 39 à 17 machines plus efficaces et à cadences plus élevées, les autres ayant été mises au rebut.

M. LEGROUX a pris la direction du site en avril 2023.

### **Situation administrative**

Par arrêté préfectoral du 19 octobre 1988, la société MONOPLAST a été autorisée à exploiter, sur la commune de Soustons, une unité de fabrication d'emballages et de pièces plastiques.

En juin 1994, la société MONOPLAST a effectué une déclaration d'antériorité auprès de la préfecture des Landes pour les rubriques :

- n° 2661 (transformation de matières plastiques) : production annuelle 10 000 tonnes,
- n° 2662 (stockage de matières plastiques) : pas de précision sur le volume maximum de stockage.

Par arrêté préfectoral complémentaire du 21 mars 1996, cette société a été autorisée à étendre ses activités de stockage de produits semi-finis et à utiliser une source radioactive.

En juillet 1997, un changement d'appellation, au profit d'AUTOBAR PACKAGING France, a été déclaré.

Le 2 novembre 2005, l'exploitant a déclaré l'existence de 3 tours aéro-réfrigérantes sur son site.

Par arrêté complémentaire du 1<sup>er</sup> février 2006, M. le Préfet des Landes a autorisé la société AUTOBAR PACKAGING France à installer et exploiter, sur le site de Soustons, un poste de distribution de GPL et le réservoir l'alimentant.

Par courrier du 24 février 2012, M. le Préfet a acté d'un nouveau changement d'exploitant du site, désormais dénommé PACCOR PACKAGING France SA. Par courrier, M. le Préfet a enfin acté la nouvelle dénomination du site, COVERIS RIGID.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie
- Eau de surface
- Suites de la précédente inspection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Modifications	Code de l'environnement, Article L. 181-14	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 20	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
4	Confinement des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 26 bis	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 19/10/1988, Article 55-c de l'annexe	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
7	Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement, Article D. 541-361	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	3 mois

<sup>(1)</sup> s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives.**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 66	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
6	Typologie des sites industriels	Code de l'environnement, Article L. 541-15-11	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
8	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement, Article D. 541-362	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
9	Audits des procédures par un organisme accrédité	Code de l'environnement, Article D. 541-364	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 21 février 2025 a relevé plusieurs non-conformités, telles que :

- l'absence de mise à jour du dossier d'autorisation d'exploiter,
- l'absence de mise en conformité du site avec la réglementation foudre, le site ayant évolué,
- l'absence de dispositifs de rétention des eaux pluviales et de confinement des eaux d'extinction d'incendie,
- des anomalies sur les moyens de lutte contre l'incendie actuellement présents sur site,
- des déversements accidentels de granulés de plastiques sur le site et dans le fossé de rejet des eaux pluviales.

La plupart de ces non-conformités sont graves et répétées et nécessitent de la part de l'exploitant un engagement complet et rapide (factures, devis signés, courriers d'engagement de la direction du groupe, etc.). Ainsi, un projet de mise en demeure est proposé à Monsieur le Préfet concernant les 4 premiers points listés ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Modifications

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, Article L. 181-14
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Modifications notables et substantielles
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p> <p><u>+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, sous trois mois, un dossier de porter à connaissance visant à actualiser l'ensemble des dispositions applicables à l'établissement. À défaut, l'inspection proposera à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a présenté un rapport du cabinet Aurea datant de fin 2024 concernant la situation administrative du site. Ce document a été parcouru lors de l'inspection et des questions/observations ont été formulées.</p> <p>Cependant, le dossier de porter à connaissance complet (classement ICPE, mise à jour de l'étude de dangers et de l'étude d'impact) n'a toujours pas été déposé. Par courriel du 6 octobre 2025, l'exploitant a indiqué que le sujet n'avait pas évolué avec le bureau d'études Aurea et qu'il restait à clôturer. À date, aucune nouvelle information n'a été transmise.</p> <p>À noter que le site d'Auneau doit fermer, avec possiblement un transfert d'équipements vers le site de Soustons. Cela impacterait à la marge les capacités de production du site landais.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre sous trois mois un dossier de porter à connaissance visant à actualiser l'ensemble des dispositions applicables à l'établissement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Risque foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 21/06/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations à autorisation au titre d'une rubrique des séries 1000, 2000 ou 4000 autorisées à partir du 24 août 2008 et des installations à autorisation au titre d'une rubrique de la série des 3000 dont le dépôt complet de la demande d'autorisation est postérieur au 1er septembre 2022, et non soumises à ces dispositions par ailleurs à la date du 31 août 2022, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.</p> <p><u>+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024</u></p> <p>L'exploitant transmet, sous un mois, les rapports ARF et ETF et, sous trois mois, les justificatifs de mise en œuvre des éventuels équipements supplémentaires recommandés. À défaut, l'inspection proposera une mise en demeure à Mme la Préfète sur ce point.</p>
<b>Constats :</b> <p>Les rapports ARF et ETF ont été reçus fin 2024. Les prestataires Franklin et SLTE sont intervenus sur site mi-février pour réaliser un chiffrage des travaux à prévoir. L'exploitant indique que les devis devraient être disponibles rapidement.</p> <p>Par courriel du 6 octobre 2025, l'exploitant a indiqué que 3 devis comparatifs avaient été reçus et en cours de présentation auprès du responsable bâtiment du groupe pour validation. À date, aucune nouvelle information n'a été transmise.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- sous 15 jours, les rapports ARF et ETF,</li><li>- sous 3 mois, les bons de commande signés,</li><li>- sous 6 mois, les justificatifs de mise en œuvre des équipements supplémentaires recommandés.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 66
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique des installations électriques

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

A. Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences.

L'implantation des lignes et cheminement est réalisée de manière à éviter leur dégradation par les matières entreposées.

Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques.

**+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024**

L'exploitant transmet, sous 15 jours, le rapport d'intervention de la société SLTE. Sous un mois, l'exploitant transmet les rapports de vérification des installations électriques pour l'année 2024 visant à confirmer la conformité des installations électriques de l'établissement pouvant conduire à un sinistre avec impact environnemental. À défaut, une mise en demeure sera proposée à Mme la Préfète sur ce point.

**Constats :**

Par courriel du 25 février 2025, l'exploitant a transmis les certificats Q18 du contrôle 2024 de ses installations électriques, ainsi que les factures du prestataire SLTE pour la levée des non-conformités. Le prochain contrôle de l'APAVE doit avoir lieu fin mars.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet sous un mois les rapports de vérification des installations électriques pour l'année 2025.

Si des non-conformités venaient à être constatées, il transmet les justificatifs de levée dès réception.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Confinement des eaux d'extinction d'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, Article 26 bis

**Thème(s) :** Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction d'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes en bâtiments sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées dans des quantités supérieures à 2 m<sup>3</sup>.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de dispositif de confinement externe :

- les eaux et écoulements sont collectés, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. Les orifices d'écoulement issus de la ou des capacités de confinement sont munis d'un dispositif d'obturation pour assurer ce confinement ;
- tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie vers le dispositif de confinement par les écoulements ;
- en cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, les dispositifs sont positionnés ou protégés de manière à résister aux effets auxquels ils sont susceptibles d'être soumis. Leurs dispositifs de commande sont accessibles en toute circonstance. L'exploitant est en mesure de justifier d'un entretien et d'une maintenance adaptés de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements ;
- l'exploitant intègre aux consignes de sécurité prévues à l'article 59 du présent arrêté, les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des systèmes de relevage autonome ou les dispositifs d'obturation, le cas échéant.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part.  
Ce volume est évalué en tenant compte du débit et de la quantité d'eau nécessaires pour mener les opérations d'extinction durant 2 heures au regard des moyens identifiés dans l'étude de dangers ou au regard des dispositions définies par arrêté préfectoral ou par les arrêtés ministériels sectoriels.
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les effluents et eaux d'extinction collectés sont éliminés, le cas échéant, vers les filières de traitement des déchets appropriées.

Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

*+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024*

L'exploitant transmet :

- sous un mois, l'étude de dimensionnement de la capacité de confinement des eaux du site en cas d'incendie,
- sous trois mois, les devis signés des travaux à prévoir,
- sous six mois, les justificatifs de la mise en œuvre d'une capacité de confinement.

Ces mêmes demandes ont déjà été formulées à l'issue de l'inspection de 2023. À défaut, l'inspection proposera à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

**Constats :**

L'exploitant a présenté lors de l'inspection le dernier calcul D9A réalisé par le bureau d'études AUREA en septembre 2024. Le volume à confiner est de 1 642 m<sup>3</sup>.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que les relevés topographiques ont également été réalisés et les plans du site sont à jour.



Enfin, par courriel du 25 février 2025, l'exploitant a transmis un bon de commande du 13 janvier 2025 pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à la société INGETECH présente sur le Bassin d'Arcachon. Les livrables sont attendus pour fin avril. Plusieurs points d'avancement ont eu lieu avec l'exploitant depuis la date de l'inspection. Par courriel du 6 octobre 2025, l'exploitant a indiqué être en attente du rapport du bureau d'études INGETECH. À date, aucune nouvelle information n'a été transmise.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre :

- sous un mois, l'étude technico-économique de dimensionnement de la capacité de confinement des eaux du site en cas d'incendie de la société INGETECH (AMOA),
- sous trois mois, les devis signés des travaux à prévoir,
- sous six mois, les justificatifs de la mise en œuvre d'une capacité de confinement.

Ces mêmes demandes ont déjà été formulées à l'issue des inspections de 2023 et 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 19/10/1988, Article 55-c de l'annexe

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose :

- d'un réseau privé alimentant les robinets d'incendie armés et l'installation d'extinction automatique,
- de 4 réserves d'eau, en appoint du réseau public, de 120 m<sup>3</sup> chacune et situées aux quatre coins de la propriété.

Les réseaux et réserves d'eau de l'établissement sont capables de fournir le débit nécessaire à la lutte contre tout incendie se déclarant dans l'établissement.

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptible de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

**+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024**

L'exploitant transmet :

- sous un mois, le calcul du dimensionnement des besoins en eau d'extinction d'incendie pour le site,
- sous un mois, un devis signé pour l'installation des points d'eau d'incendie complémentaires capables de délivrer 60 m<sup>3</sup>/h à 1 bar de pression,
- sous trois mois, les justificatifs de mise en service des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présents sur le site.

Face à cet écart répété, à défaut de mesures correctives dans les meilleurs délais, l'inspection proposera à Mme la Préfète une mise en demeure sur ce point.

**Constats :**

L'exploitant a présenté lors de l'inspection le dernier calcul D9 réalisé par le bureau d'études AUREA en septembre 2024. Les besoins en eau d'extinction d'incendie ont été évalués à 1 479 m<sup>3</sup>.

Par courriel du 25 février 2025, l'exploitant a transmis un bon de commande du 13 janvier 2025 pour une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage à la société INGETECH présente sur le Bassin d'Arcachon. Les livrables sont attendus pour fin avril.

Plusieurs points d'avancement avec l'inspection des installations classées ont eu lieu depuis la date de l'inspection.

Par courriel du 8 août 2025, l'exploitant a indiqué avoir reçu la partie de l'étude D9 du bureau d'études avec une estimation de 3 solutions possibles. Le document a été transmis à l'inspection. En parallèle, le SDIS local a été relancé pour avis sur les emplacements proposés. Avec toutes ces informations, la direction du site devait rédiger la demande d'investissements pour permettre la validation au niveau groupe cet été et le passage des commandes à la rentrée.

Par courriel du 6 octobre 2025, l'exploitant a indiqué que le prestataire AXIMA devait faire des tests de débit des poteaux extérieurs du site en simultané afin de savoir si ces poteaux pouvaient être valorisés dans la défense incendie du site. Ce point-là permettra de positionner les futures bâches au plus près des risques à défendre. À date, aucune nouvelle information n'a été communiquée à l'inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de transmettre :

- sous un mois, les bons de commandes des moyens complémentaires de lutte contre l'incendie adaptés aux risques présents sur le site,
- sous trois mois, les justificatifs de mise en service.

Cet écart a déjà été mentionné à l'issue des inspections de 2023 et 2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 6 : Typologie des sites industriels

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, Article L. 541-15-11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

I. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.

II. À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.

+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024

L'inspection demande à l'exploitant de publier sous 15 jours sur le site internet de la société le certificat et les résultats de l'audit. Il transmet à l'inspection le lien internet pour vérification.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport et l'attestation de reconnaissance délivrée le 27 juin 2024 par Bureau Veritas, documents disponibles sur le site internet de la société (<https://www.faerch.com/en/certificates-and-documents> -> AGECE Law) depuis le 1<sup>er</sup> août 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Équipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, Article D. 541-361

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement.

Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.

Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

*Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1<sup>er</sup> janvier 2021.*

+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024

L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre les actions correctives suivantes :

- immédiatement, remplacer la manche déchirée au niveau du big bag de récupération des paillettes de plastiques à l'Est du site (silo à démanteler) par une manche en tissu résistant ;
- immédiatement, reconditionner puis évacuer les granulés de plastiques gris-foncé du big bag percé au Sud du site derrière des déchets à évacuer ;
- immédiatement, nettoyer le trottoir en sable/herbe au pied de la benne pour les balayures ;
- sous 15 jours, remplacer la benne pour les balayures par une benne à capot laissé fermé hors utilisation ;
- sous 15 jours, curer le fossé de rejet des eaux pluviales en sortie de site.

**Constats :**

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué les éléments suivants :

- la manche déchirée au niveau du big bag de récupération des paillettes de plastiques à l'Est du site a bien été remplacée par une manche en tissu résistant, ainsi que le big bag lui-même (vu sur site). Cependant, des paillettes sont encore dispersées à proximité à cause de l'inopérabilité du cyclone du silo. Un contentieux oppose la société au fabricant. En lien avec ce sujet, l'exploitant a demandé un devis pour nettoyer les abords du bâtiment en sable/herbe en partie Est du site. Cette opération est coûteuse et le prestataire sollicité ne prévoit aucun traitement des terres polluées par les paillettes de matière plastique. Elle ne pourra être réalisée qu'une fois le problème de cyclone réglé ;
- le big bag percé au Sud du site derrière des déchets à évacuer a bien été évacué et la zone a été balayée (vu sur site) ;
- le trottoir en sable/herbe au pied de la benne pour les balayures a bien été raclé (vu sur site). L'exploitant précise que le trottoir est régulièrement nettoyé ;
- concernant le remplacement de la benne pour les balayures et DIB non étanche / non fermée, un chiffrage est en cours avec VEOLIA, mais l'exploitant souhaite changer de prestataire et de mode de gestion des déchets (cartons, DIB et balayures) ;
- l'exploitant a fait intervenir la société LAFOURCADE pour hydrocurer les réseaux du site, ainsi que la sortie du fossé, mais il reste le curage du fossé et de ses abords avec une pelle mécanique à programmer (vu sur site).

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre sous trois mois les justificatifs de curage du fossé de rejet des eaux pluviales du site, et de ses abords.

Par ailleurs, il tient régulièrement informée l'inspection des installations classées des avancées du contentieux concernant le cyclone du silo de stockage de paillettes en zone Est du site. Dans le même temps, il poursuit sa démarche afin de trouver un prestataire / une technologie permettant de traiter les terres polluées aux alentours.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 8 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, Article D. 541-362

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement.

Ces procédures visent à :

- a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;
- b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;
- c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ;
- d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;
- e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ;
- f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ;
- g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures.

Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

*Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.*

+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024

L'inspection demande à l'exploitant d'afficher sous 15 jours les consignes relatives à la prévention d'un déversement accidentel de granulés de plastiques et la gestion d'un incident dans une ou plusieurs zones fréquentées par les salariés du site.

**Constats :**

L'inspection a pu constater que les consignes relatives à la prévention d'un déversement accidentel de granulés de plastiques et la gestion d'un incident sont bien affichées dans les zones les plus à risques (zone de déchargement des big bags et de dépotage des granulés dans les silos).

Cet affichage s'inscrit dans le cadre d'une campagne du groupe pour tous les sites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 9 : Audits des procédures par un organisme accrédité**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement, Article D. 541-364

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

**Point de contrôle déjà contrôlé :**

- lors de la visite d'inspection du 21/06/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

**Prescription contrôlée :**

Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par "inspections régulières", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.

Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.

Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ("European Cooperation for Accreditation", ou "EA"), selon les dispositions de la norme ISO / IEC 17021 "Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management" ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.

Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.

Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.

L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.

*Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.*

+ constats issus de la précédente inspection du 21 juin 2024

L'inspection demande à l'exploitant sous 15 jours de publier sur son site internet le certificat et les résultats de l'audit réalisé par Bureau Veritas. Il transmet à l'inspection le lien internet pour justifier que cela a bien été fait.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport et l'attestation de reconnaissance délivrée le 27 juin 2024 par Bureau Veritas, documents disponibles sur le site internet de la société (<https://www.faerch.com/en/certificates-and-documents> -> AGECE Law) depuis le 1<sup>er</sup> août 2024.

**Type de suites proposées :** Sans suite